



**Le racisme d'État tue
Violences policières
Chasse aux Sans Papiers**



MARCHE DES SOLIDARITÉS

Samedi 17 Mars 2018 À 14H

D'Opéra À Stalingrad - PARIS

Vérité – Justice – Mémoire – Dignité – Liberté – Égalité

La mort de Rémy Fraisse et le nombre croissant de nos camarades mutilé-e-s lors des manifestations contre la loi El Khomry et les ordonnances montrent que la peur du peuple pousse le MEDEF et ses gouvernements à reprendre les méthodes de répression du mouvement ouvrier des années 1950, lorsque la police assassinait des mineurs en grève.

Le harcèlement policier raciste, xénophobe et meurtrier (une dizaine de morts par an) que subissent une grande partie d'entre nous et dont le but est de nous diviser, de nous terroriser et de nous faire accepter des conditions de travail toujours plus meurtrières (combien de morts et de mutilé-e-s par an sur les chantiers ?) montre qu'il est nécessaire d'unir notre lutte contre la répression dans les entreprises, dans la rue et dans nos quartiers.

Une partie d'entre nous a dû s'exiler de son pays et venir ici. La morgue raciste de Macron à l'encontre des populations d'Afrique, leur expliquant par exemple que leur problème ne serait pas le pillage de leurs pays par nos patrons (Aréva au Niger), mais leur taux de natalité, lui est un crachat en pleine figure. L'hypocrisie de la « démocratie française » basée sur l'empoisonnement au chlordécone de la Martinique et de la Guadeloupe par les colons, au mercure et à l'arsenic de la Guyane pour le plus grand bien de hauts fonctionnaires et des actionnaires avides d'or, tout cela montre que nos exploitateurs ne sévissent pas que dans l'hexagone. Cela doit nous inciter à l'internationalisme, à la plus grande unité possible contre les capitalistes.

Cette année, des Collectifs de Sans-papiers, de familles de personnes tuées par la police, de résidents de foyers ouvriers et l'assemblée des blessé-e-s du mouvement social ont décidé de ne plus écouter les bureaucrates syndicaux ou associatifs qui voulaient les diviser, ont décidé de faire converger leurs luttes en préparant une grande journée d'action pour le 17 mars et en la coordonnant avec la semaine anti-coloniale. L'idée est d'organiser une manifestation nationale à Paris et des événements dans d'autres villes pour qui ne pourra pas faire le déplacement.

Même si dans l'appel des collectifs, il y a une revendication, celle de l'abrogation de la loi de 2004 contre le port d'insignes religieux à l'école, que nous considérons comme contraire aux intérêts de nos enfants, parce que nous considérons que l'école devrait être un lieu d'étude serein et neutre pour que nos enfants puissent se concentrer sur leur éducation (c'est ce que nous comprenons par école laïque), nous soutenons cette convergence des luttes et appelons nos membres à tout faire pour la réussite de cette journée.

Nous savons aussi que beaucoup de nos collègues du BTP sont organisés dans des Collectifs de Sans-Papiers. Les conditions de travail des ouvriers dans le BTP sont horribles. Leurs expériences de luttes pour leur régularisation ou un logement décent sont très précieuses et s'ils veulent discuter coordination de la lutte contre les patrons du BTP avec nous, nous sommes là.